**Macron pourrait reporter l'objectif de réduction du nucléaire**

3 mai 2017 Par [Agence Reuters](https://www.mediapart.fr/biographie/agence-reuters)

Emmanuel Macron sera pragmatique en matière de réduction de la part du nucléaire en France et pourrait reporter en cas de besoin l'atteinte de l'objectif fixé aujourd'hui par la loi, a-t-on appris mercredi dans l'entourage du candidat d'En Marche! à l'élection présidentielle.

 PARIS (Reuters) - Emmanuel Macron sera pragmatique en matière de réduction de la part du nucléaire en France et pourrait reporter en cas de besoin l'atteinte de l'objectif fixé aujourd'hui par la loi, a-t-on appris mercredi dans l'entourage du candidat d'En Marche! à l'élection présidentielle.

La loi de transition énergétique, portée par Ségolène Royal et adoptée en 2015, prévoit la réduction de la part du nucléaire dans la production électrique française de 75% à 50% à l'horizon 2025.

"La réduction à 50% est un objectif ferme. Ce qui pourrait bouger en fonction des moyens qu'on a mis en place, c'est la date", a indiqué à Reuters une source proche de l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron.

Le favori des sondages à l'élection présidentielle reporterait ainsi l'atteinte de l'objectif de réduction du nucléaire si celui-ci devait remettre en cause la sécurité d'approvisionnement du pays ou se traduire par une hausse de ses émissions de CO2.

"On ne fait pas de 2025 une date fatidique", a dit la source.

L'action EDF a bondi en réaction à ces informations, enregistrant une hausse de 3,68% à 8,219 euros en clôture, soit la plus forte progression du SBF120.

Un porte-parole d'Emmanuel Macron a toutefois déclaré par la suite que le candidat respecterait la trajectoire de réduction de la part du nucléaire prévue par la loi.

Au-delà de la fermeture de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin), Emmanuel Macron avait indiqué début février que le devenir du parc d'EDF dépendrait de l'avis de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) sur l'éventuelle prolongation d'une partie des réacteurs français, attendu pour fin 2018 ou 2019.

"C'est en fonction des travaux que l'ASN imposera qu'on pourra faire des comparatifs (pour savoir) si ça vaut la peine de prolonger tous les réacteurs, une partie des réacteurs ou aucun, et s'il faut en contrepartie construire ou pas des nouveaux réacteurs à court terme", dit-on dans l'entourage de l'ancien ministre de l'Economie.

Dans l'hypothèse où de nouveaux réacteurs s'imposeraient, l'équipe d'Emmanuel Macron "pense assez fortement à quelque chose qui s'inspire de ce qu'ont fait les Britanniques" en mettant en place un tarif garanti de rachat de l'électricité qui sera produite par la nouvelle centrale d'Hinkley Point d'EDF, à 92,5 livres (109,5 euros) par mégawatt/heure pendant 35 ans.

Nettement supérieur aux prix de marché actuels et proche du coût de certaines énergies renouvelables, ce tarif est garanti par un mécanisme ("contract for difference") prévoyant qu'EDF recevra un paiement complémentaire lorsque le prix de marché lui sera inférieur et qu'il devra rembourser un trop-perçu lorsque le prix du marché le dépassera.

"Le 'contract for difference' a déjà été accepté par la Commission européenne, et donc juridiquement a priori c'est un dispositif qui ne pose pas de souci", a souligné la source proche de l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron.